Le Conseil,

Vu le rapport du 27 juin 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous sou mets un dossier relatif aux épreuves préalables à la réception des travaux neufs réalisés par la direction de l'eau. Ces épreuves consistent en des essais d'étanchéité, des inspections vidéos et des essais de compactage.

La qualité de la réalisation des collecteurs d'assainissement et des réseaux d'eau potable doit être contrôlée dans le cadre des opérations préalables à la réception des travaux.

Les collecteurs circulaires d'assainissement dans la gamme de diamètre 250 à 1 000 mm doivent subir des tests d'étanchéité et des inspections vidéos. En effet, l'Agence de l'eau, dans le cadre de l'amélioration de la qualité des réseaux d'assainissement, lie l'attribution de ses aides aux résultats de ces tests.

Toutes tranchées effectuées sous voirie, dans le cadre de travaux de la direction de l'eau, doivent également être soumises à des essais de compactage.

Tous ces contrôles doivent être assurés par une entreprise indépendante.

Actuellement, la direction de l'eau dispose de marchés de prestations de services à bons de commande pour les essais d'étanchéité à l'air, d'une part, et un autre marché pour les inspections vidéos, d'autre part.

Les marchés concernant les essais à l'air arrivent à expiration à la fin de l'année 2000. Il est donc envisagé de relancer une consultation qui regroupe les essais à l'air, l'inspection vidéo et les tests de compactage.

Les essais à l'air et les inspections vidéo sont des éléments complémentaires qui permettent de donner un avis sur la qualité de l'ouvrage. Il est donc important de les faire réaliser par le même prestataire.

Ces prestataires sont généralement équipés du matériel permettant les tests de compactage. De plus, ces tests doivent se réaliser en même temps sur le chantier. Une entreprise unique sera donc plus performante pour assurer l'ensemble de ces trois prestations, à un coût global plus intéressant pour la Communauté urbaine.

Le marché futur serait un marché de prestations de services à bons de commande, établi pour l'année 2001, avec possibilité de tacite reconduction pour les années 2002 et 2003. Le marché pouvant s'exécuter au-delà du 31 décembre 2001, le dossier de consultation qui vous est soumis comporte des clauses relatives à l'euro.

Les montants estimatifs annuels seraient de :

- montant minimum HT	1 000 000 F
- TVA 19,60 %	196 000 F

- montant total TTC	1 196 000 F
- montant maximum HT	3 000 000 F
- TVA 19,60 %	588 000 F

- montant total TTC	3 588 000 F

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 19 juin 2000 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 273, 295 à 298 et 378 à 390 des livres III et V du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide :

a) - de confier ces prestations à une entreprise spécialisée, désignée à la suite d'un appel d'offres ouvert sur offres de prix, conformément aux dispositions des articles 273, 295 à 298 et 378 à 390 des livres III et V du code des marchés publics,

b) - que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise :

a) - monsieur le président à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous les actes afférents au marché correspondant,

b) - la conversion en euros des éléments financiers du marché initialement établis en francs par la mise en œuvre d'une clause contractuelle de conversion ou par la signature entre les parties au contrat d'un constat de conversion applicable au plus tard le 1^{er} janvier 2002.

4° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits prévus dans le cadre des autorisations de programme pour l'exercice 2001 et à inscrire pour les exercices 2002-2003 aux budgets annexes de l'assainissement et des eaux sur diverses imputations de la section d'investissement ou de la section d'exploitation.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,